

*The Race for What's Left. The Global Scramble for the World's Last Resources*, Michael T. KLARE, 2012, New York, Metropolitan Books, 320 p.

Patricia Lapierre

Volume 45, Number 2, June 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1026602ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1026602ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lapierre, P. (2014). Review of [*The Race for What's Left. The Global Scramble for the World's Last Resources*, Michael T. KLARE, 2012, New York, Metropolitan Books, 320 p.] *Études internationales*, 45(2), 324–326.  
<https://doi.org/10.7202/1026602ar>

forestière au regard des changements climatiques (Sabine Storch *et al.*).

Destiné au lecteur à qui le fonctionnement des processus de gouvernance et leur réception en sciences politiques sont familiers, cet ouvrage collectif met le doigt sur certaines des faiblesses qui ont marqué les mécanismes de gouvernance classiques appliqués à l'environnement et qui sont sans doute à l'origine de notre difficulté à enrayer certains de ses « problèmes persistants ». Il met cependant la lumière, par la même occasion, sur les moyens de dépasser ces problèmes par l'entremise des NMG. En faisant un retour en profondeur sur la littérature essentielle à la compréhension des enjeux d'effectivité et de légitimité de la gouvernance de l'environnement et en croisant celle-ci avec des analyses critiques et empiriques rigoureuses portant sur des enjeux spécifiques de cette gouvernance, l'ouvrage de Hogg *et al.* participe sans nul doute et de façon fort convaincante aux efforts de réflexion qui sont nécessaires à l'évolution des modes de gouvernance dans le contexte de nos sociétés contemporaines.

Pierre WOITRIN  
*Université Laval, Québec*

**The Race for What's Left.  
The Global Scramble  
for the World's Last Resources**

Michael T. KLARE, 2012, *New York, Metropolitan Books, 320 p.*

*The Race for What's Left : The Global Scramble for the World's Last Resources*, de Michael T. Klare, est une suite logique aux treize livres précédents de l'auteur. Klare désire ici attirer

l'attention sur la gravité de la crise de l'épuisement des ressources et sur la course globale qui s'est enclenchée au sein des États et des sociétés privées pour accaparer ce qui reste de celles-ci. Afin de bien cerner la problématique de l'épuisement des diverses ressources, l'auteur montre dans le premier des sept chapitres de son livre l'évolution historique de l'exploitation et de l'usage mondiaux des ressources. Dans les six chapitres qui suivent, il traite directement des ressources (le pétrole et le gaz en eaux profondes, l'Arctique, les hydrocarbures non conventionnels, les ressources minières traditionnelles, les terres rares et les minerais critiques, puis l'accaparement mondial des terres). L'ouvrage de Klare se termine sur la vision qu'a l'auteur de la possible trajectoire du futur des ressources. Il s'inscrit dans le discours sur la pénurie des ressources naturelles et la question de la sécurité globale, ce qui s'explique bien par le fait que l'auteur est le directeur du Five College Program in Peace and World Security Studies à Amherst, Massachusetts.

Dès les premières pages de l'ouvrage, la thèse principale de l'auteur est mise en avant. Que ce soit sur terre ou en mer, la recherche est la même : avec les lieux d'extraction existants qui s'épuisent, notre approvisionnement en ressources essentielles devra de plus en plus venir d'endroits risqués pour des raisons géographiques, géologiques, politiques, ou une combinaison des trois. Ainsi, tout au long de son livre, l'auteur montre que pour satisfaire une demande croissante, voire une surconsommation, en ressources, les gouvernements et les sociétés privées se voient contraints d'envisager l'exploration de nouveaux espaces. De plus,

Klare soutient que les coûts d'exploitation de ces ressources, dans des zones géographiquement ou politiquement dangereuses, vont s'avérer élevés sur un plan économique et social, prenant pour exemple le désastre de la plateforme de forage en eaux profondes de BP (British Petroleum) dans le golfe du Mexique en avril 2010. Dans la plus grande partie de l'ouvrage, on voit que les espaces convoités, riches en ressources non exploitées, comme l'Arctique, pourraient devenir des régions à haut risque de conflits armés. La conclusion de Klare est que les gouvernements, les entreprises privées et les communautés ont tout avantage à collaborer au développement et à l'adoption de nouvelles méthodes pour s'affranchir de la dépendance aux ressources non renouvelables limitées.

Le traitement des sujets par Klare est varié. Pour chaque chapitre, l'auteur illustre son propos en s'appuyant sur quatre ou cinq études de cas en lien avec la ressource discutée. Cet éventail d'exemples rend la lecture des chapitres et du livre interminable, et dilue l'analyse des études de cas, puisque celles-ci ne restent que très superficielles en ne traitant que de la question économique. Également, lorsque l'auteur décrit les frictions politiques à cause des ressources, il reste accroché au *hard power* comme instrument de persuasion, ce qui vraisemblablement, selon lui, ne peut mener qu'à des conflits. De plus, l'auteur n'utilise principalement que trois types d'acteurs pour illustrer les études de cas : les représentants gouvernementaux, les représentants de sociétés et les habitants locaux. Bien souvent, il laisse de côté les organisations non gouvernementales, surtout celles qui servent les

intérêts de la préservation des espaces sauvages et de la conservation des ressources. Ce comportement fait que le livre reste unilatéral et partiel.

Klare manque d'objectivité dans ses propos, le meilleur exemple apparaissant lorsqu'il décrit la dynamique des États voisins de l'Arctique. Après la lecture de ce chapitre, il serait facile de croire que l'Arctique est le prochain terrain de bataille des grandes puissances nordiques, dans le but ultime d'accaparer les ressources combustibles de la région. Klare utilise les données du United States Geological Survey (USGS) de 2008 pour expliquer l'importance géoéconomique de l'Arctique. Tout d'abord, cette vision de la géopolitique de l'Arctique est erronée, puisqu'elle ne prend pas en compte la dynamique de coopération entre les États au sein du Conseil de l'Arctique. Ensuite, 95 % des ressources mondiales non découvertes de l'Arctique, selon ce que déclare le USGS, font partie d'une zone économique exclusive et, donc, ne peuvent être contestées. On peut se demander si la vision monolithique qu'a l'auteur sur l'Arctique est la même lorsqu'il est question d'autres ressources.

Le livre possède une quarantaine de pages de références, mais il s'agit souvent d'articles de journaux du *New York Post* et du *Washington Post*. Face à un manque de soutien scientifique, il est possible de percevoir cet ouvrage comme une œuvre anecdotique plutôt que scientifique. En outre, le livre est dépourvu de cadre conceptuel, ce qui en rend la lecture décousue à cause d'une lacune contextuelle. Finalement, bien que l'ouvrage se veuille accessible à tous et explicatif de la question

de la pénurie des ressources, il semble souvent flirter avec une vision de fiction post-apocalyptique sans réelle qualité scientifique.

Patricia LAPIERRE  
*Université du Québec à Montréal*

## ORGANISATIONS INTERNATIONALES

### Le Partenariat UE-ASEAN

*Abdelkhaleq BERRAMDANE  
et Michel TROCHU, 2013, Bruxelles,  
Éditions Bruylant, 259 p.*

En octobre 2011 s'est tenu à Hanoi un colloque international portant sur l'avenir de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ANSEA), mieux connue sous son acronyme anglais l'ASEAN. Y ont été abordées des questions sur le rôle central de cet organisme en matière de régionalisme et de commerce en Asie. Il fait peu de doute que les forces de l'économie mondiale se déplacent vers l'Asie. En ce sens, le sujet de ce colloque était très pertinent. L'événement visait tout particulièrement à comprendre la relation existant entre l'ASEAN et l'Union européenne. Il faut dire que sur le plan institutionnel bien des comparaisons peuvent être faites entre les deux institutions régionales. Le présent ouvrage rend compte des débats tenus à Hanoi et offre également en annexe des documents de références juridiques de l'ASEAN utiles aux chercheurs.

Le livre comporte deux parties principales. La première porte sur le cadre juridique du partenariat UE-ASEAN et la seconde sur le cadre économique et financier de ce

partenariat. La majorité des contributions à cet ouvrage sont le fait de professeurs de droit d'universités européennes francophones. Le premier chapitre présente le partenariat existant et démontre les similitudes dans la création de l'ASEAN et un certain mimétisme par rapport à la Communauté économique européenne (CEE). Certes, les institutions sont bien différentes, mais il demeure qu'il existe une certaine analogie entre la nature de l'ASEAN et la construction européenne. Les rédacteurs de la charte de l'ASEAN se sont inspirés des apports de la construction européenne. Le chemin est similaire, mais des différences notables existent, ce qui rend l'analyse comparée intéressante. L'ASEAN et l'Union sont désormais des partenaires commerciaux importants et les flux d'investissement sont significatifs. Dans ce contexte, l'Union a tenu à renforcer sa coopération économique avec l'ASEAN. Les principales étapes du partenariat avec l'ASEAN sont précisées.

Le second chapitre porte sur la dissymétrie entre les deux institutions. Son auteur démontre que les deux institutions diffèrent nettement par leurs règles de fonctionnement et le processus de prise de décision. Le chapitre suivant porte sur l'articulation entre les accords de partenariat et de coopération et les accords de libre-échange. On y voit bien que la coopération entre les deux régions est complexe et que les négociations s'enchevêtrent. Des progrès importants ont été accomplis et l'auteur souligne les étapes de la collaboration. Il apparaît que le birégionalisme demeure un objectif prioritaire pour l'UE et ses partenaires de l'ASEAN. Les négociations de région